



NOUVELLES MENACES SUR LE PLAN D'EAU

La préfecture relance le conflit !

Bonjour chers adhérent(e)s.

Comme vous le savez, la commune a gagné une première bataille le 19 février 2025 devant le tribunal administratif de Poitiers.

Vous avez certainement entendu celles et ceux qui soutenaient l'effacement du plan d'eau, essayer de vous faire croire, probablement pour des raisons électoralistes, que cette victoire était acquise. Or, il n'en est rien !

Aujourd'hui, nous apprenons que l'administration a décidé de contre-attaquer. En effet, le préfet des Deux-Sèvres vient d'adresser un courrier à la mairie qui déclare le plan d'eau en eaux libres.

Quel est le problème ?

Depuis 56 ans, TOUS les maires de Verruyes et, dès le début, M. Georges Bobin, ont soutenu, arguments juridiques à l'appui, que le plan d'eau était en "eaux closes ». Pendant 56 ans, le statut du plan d'eau n'a pas changé et si la fédération de la pêche l'a contesté, les préfets ne sont pas intervenus.

Comme l'a souligné notre syndicat, le SYPOVE, dire que le plan d'eau est en eaux libres est un contresens historique et hydrologique.

Il n'est, d'ailleurs, pas interdit de penser que cette décision soit essentiellement politique, la préfecture pouvant espérer que les prochaines élections municipales mettent en place une élue qui soutienne ses orientations.

Ce qu'il faut savoir

Tout d'abord, il s'agit d'un déni de justice, vu que le tribunal administratif a jugé que le plan d'eau « doit être considéré en eaux closes » (ordonnance du 24 février 2025).

Classer le plan d'eau en eaux libres aurait, en premier lieu, pour effet, d'enlever à la commune et à l'association "La Gaule Verruyquoise" leur droit de gestion de la pêche.

Mais surtout, classer le plan d'eau en eaux libres donnerait à la D.D.T. et à la préfecture, nous n'en doutons pas, toute liberté pour mettre en œuvre le projet d'effacement élaboré par le SMBVSN comme ils ont essayé de le faire au début de l'année 2025 avec la complicité de plusieurs élu(e)s.

La prochaine étape

Dès le début de l'année prochaine, M. le maire de Verruyes convoquera le conseil municipal pour solliciter le droit d'ester en justice.

À cette occasion, les élu(e)s qui ont soutenu le plan d'effacement et refusé d'engager un avocat spécialisé devront se positionner clairement devant leurs électeurs.

Il n'y a que deux options : soutenir le plan d'eau ou soutenir la préfecture (et l'effacement) !

Rappel : n'oublions pas que ces mêmes élus ont demandé, en janvier 2025, au sous-préfet, d'attaquer l'arrêté d'ouverture de la pêche, qu'ils ont validé le plan l'effacement du plan d'eau (8 et 15 janvier 2025) et qu'ils ont également demandé que la population ne soit pas informée du projet d'effacement avant que le dossier ne soit bouclé (8 janvier 2025).

C'est pourquoi, au regard des échéances qui nous attendent, il est important, particulièrement pour les Verruyquois, de bien réfléchir aux choix que nous serons amenés à faire le 15 mars 2026.

Et pour tous les amoureux du plan d'eau, il est essentiel de rester mobilisés face aux épreuves qui nous attendent.

Nous vous tiendrons bien évidemment informés de l'évolution de la situation.

Pour le **CO**mite de **DÉ**fense du **Plan d'Eau** de **Verruyes**

Le président

William Russeil